



Le Président de la République doit s'emparer du devoir de lucidité prôné par le Haut-Commissaire au Plan

La déclaration récente du Haut-Commissaire au Plan fait écho au dernier bilan prévisionnel de RTE rappelant l'importance des moyens pilotables de production électrique pour la sûreté des systèmes électriques et de ne pas précipiter la fermeture des centrales nucléaires. Puisque le Président de la République semble avoir entendu les syndicats qui l'appelaient à mener la bataille de la taxonomie européenne, il doit désormais répondre au devoir de lucidité que le Haut-Commissaire appelle de ses vœux.



Dans son dernier bilan prévisionnel 2021-2030, RTE insiste sur la nécessité d'éviter la fermeture de moyens pilotables de production bas carbone pour assurer la sûreté du système électrique, concluant qu'il faut prolonger la centrale de Cordemais en la convertissant à la biomasse et que « *les conditions de la PPE de la fermeture anticipée de deux réacteurs d'ici 2026 ne sont pas remplies* ». Preuve est à nouveau faite, comme l'Alliance CFE UNSA Énergies ne cesse de l'affirmer, que la fermeture anticipée de réacteurs nucléaires ou de tout moyen pilotable, surtout s'il est bas carbone, est une hérésie électrique, surtout quand les

développements renouvelables ne sont pas au niveau promis par leurs défenseurs et que les solutions de stockage ne sont ni économiquement ni techniquement à la hauteur des besoins.

Cette exigence de sûreté du système électrique est d'autant plus importante que RTE met en exergue la croissance de la demande d'électricité, qu'il s'agisse de la prochaine décennie comme évoqué dans son bilan prévisionnel, ou de son exercice de prospective à horizon 2050.

Sécurité des approvisionnements électriques, souveraineté énergétique, compétitivité des prix, décarbonation massive et rapide... sont autant d'objectifs qui seront d'autant plus sûrement atteints que la France préservera l'atout que constitue, comme aujourd'hui, un mix électrique reposant sur le parc hydroélectrique et électronucléaire, comme l'Alliance CFE UNSA Énergies le défend dans les travaux prospectifs de RTE.

Dans sa dernière note où il appelle à



un devoir de lucidité en matière électrique, le Haut-Commissaire au Plan ne dit pas autre chose. Selon lui, il n'est pas réaliste d'imaginer un mix électrique 100 % renouvelable, y compris pour des raisons comme l'artificialisation des sols, la dégradation des paysages et les montants colossaux à investir dans l'adaptation des réseaux électriques.

La France doit donc planifier les investissements dans les infrastructures électriques en privilégiant les technologies matures et maîtrisées par l'industrie française et préserver, aux côtés de l'hydraulique, le socle nucléaire de son mix électrique.

Ce devoir de lucidité rappelé par le Haut-Commissaire au Plan, l'Alliance CFE UNSA Énergies appelle le Président de la République à le concrétiser, ce qui suppose d'adapter les objectifs de la Programmation Pluriannuelle de l'Énergie aux préconisations du Haut-Commissaire pour permettre, en toute sûreté, la prolongation la plus large possible du parc nucléaire existant et d'engager dans les meilleurs délais son renouvellement.

Cela suppose aussi de donner à EDF les moyens d'investir dans son parc, qu'il s'agisse de sa prolongation via la revalorisation du prix régulé du nucléaire à 48 € au moins, ou de son



renouvellement via une recapitalisation renforçant les fonds propres de l'entreprise.

Cela suppose enfin de mener la bataille de l'inclusion du nucléaire dans la taxonomie européenne face à des États-Membres qui cherchent, par le biais de cette norme financière, à imposer leur modèle énergétique et à fragiliser les atouts énergétiques de leurs voisins. À cette fin, l'Alliance CFE UNSA Énergies ne peut que se féliciter de la réponse positive que le Président de la République a faite à son interpellation, aux côtés des autres syndicats français, en faveur d'une alliance conduite par la France demandant un traitement équitable de l'atome via la neutralité technologique de la taxonomie.

Au-delà du courrier cosigné avec 6 autres dirigeants européens, tout aussi essentielle est la volonté affichée par Bercy d'inclure le nucléaire dès les premiers actes délégués de la taxonomie pour éviter toute procrastination coupable à Bruxelles et tenir compte du rapport des experts du centre commun de recherche (JRC) qui vient de sortir.